



Bruxelles, le 9 mars 2011

JM/sw

- *Aux Chefs de Gouvernement des États membres de la zone euro et d'autres États membres*

Gouvernance économique

Nous, dirigeants de syndicats au sein des États membres de la zone euro et de certains États membres de l'UE, vous écrivons préalablement au Conseil sur la Compétitivité des Chefs de gouvernement qui se tiendra le 11 mars.

La création du futur système de gouvernance économique qui régira l'Union européenne, et plus particulièrement les États membres ayant adopté l'euro, y sera au cœur des débats.

Nous soutenons l'objectif visant à instaurer une gouvernance économique au sein de l'UE mais nous nous opposons fermement à la méthode employée et aux actuelles propositions de la Commission et des membres du Conseil. De plus, nous trouvons profondément injuste que les travailleurs paient pour les folies des marchés financiers.

L'axe central de ces propositions est d'exercer, sur les salaires, une pression à la baisse et d'interférer dans le déroulement et l'issue des négociations collectives. Cette austérité est déflationniste, injuste et synonyme de régression sociale. De plus, elle néglige les principes de subsidiarité ancrés dans le Traité de Lisbonne en matière de négociations collectives et d'autonomie des partenaires sociaux. La notion même d'Europe sociale est de plus en plus menacée.

Les récentes remarques du Président Trichet, qui est défavorable à une hausse des salaires, ont été claires mais cet appel est ouvertement ignoré par les hautes sphères du secteur des services financiers et autres conseils d'administration dont les salaires retrouvent des niveaux d'avant-crise. Cela ne fait que jeter de l'huile sur le feu.

Ne l'oublions pas, ce ne sont pas les salaires (et les marchés de l'emploi) qui sont à l'origine de cette crise, ce sont les banques. Elles ont spéculé au lieu de soutenir l'économie réelle tout en alimentant les booms des actifs avec une croissance excessive des crédits, ce qui a engendré une dette insoutenable pour le secteur privé.

Cependant, le fardeau de l'ajustement est maintenant placé sur les épaules des travailleurs et sur leurs salaires pendant que les banquiers retrouvent leurs habitudes (et leurs bonus). L'équilibre budgétaire a-t-il toutefois fait une quelconque différence en Irlande ? Quel est le lien entre les systèmes d'indexation des salaires en vigueur en Belgique et au Luxembourg et la crise qui secoue actuellement le monde entier ? Ces systèmes n'étaient absolument pas au cœur du problème.

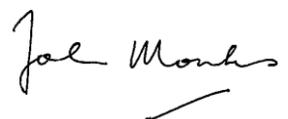
Nous vous exhortons à soutenir une gouvernance économique positive et non un système basé sur des règles strictes et régressives en matière de salaire et de droits des travailleurs. L'Europe a besoin de placer la croissance, l'emploi et une approche plus imaginative en matière de compétitivité, au cœur même de la gouvernance économique. Nous souhaiterions ici que vous apportiez votre soutien à l'instauration de taxes sur les transactions financières, d'euro-obligations et d'un programme européen pour l'emploi des jeunes, le groupe le plus durement touché par la crise. Une formation qualifiante et une nouvelle approche en matière d'investissement dans l'industrie et le développement durable sont essentielles pour l'avenir de l'UE. La compétitivité ne peut pas se résumer aux questions de coûts salariaux. Elle doit au contraire être une approche globale basée sur une productivité élevée, des compétences et des investissements. Nous sommes aussi convaincus que, puisque l'Europe a choisi de renforcer la gouvernance économique, une augmentation des budgets alloués à cette question est à l'ordre du jour.

Lors de ce Conseil, nous vous prions donc de renoncer à l'approche actuelle qui fait la part belle à l'austérité pour adopter une nouvelle approche en matière de gouvernance économique dont les objectifs centraux seraient la croissance et l'emploi.

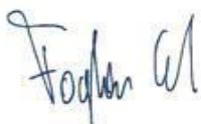
Sincères salutations



Wanja Lundby-Wedin
ETUC President



John Monks
ETUC General Secretary



Austria
Erich Foglar
ÖGB President



Belgium
Rudy De Leeuw
FGTB President



Luc Cortebeek
CSC President



Jan Vercamst
CGSLB President



Cyprus
Nicos Moyseos
SEK General Secretary



Diomides Diomidous
DEOK General Secretary



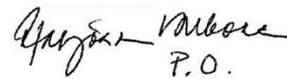
Arslan Bicakli
TÜRK-SEN President



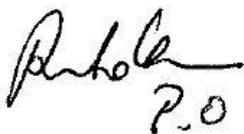
Estonia
Harri Taliga
EAKL President



Ago Tuuling
TALO President


P.O.

Finland
Lauri Lyly
SAK President


P.O.

Mikko Mäenpää
STTK President



Czech Republic
Jaroslav Zavadil
CMK OS President



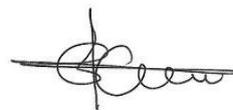
France
Jean-Claude Mailly
FO General Secretary



François Chérèque
CFDT General Secretary



Alain Olive
UNSA General Secretary



Jacques Voisin
CFTC President



Bernard Thibault
CGT General Secretary



Germany
Michael Sommer
DGB President



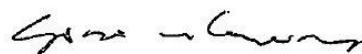
Greece
Yannis Panagopoulos
GSEE President



Spyros Papaspyros
ADEDY President



Ireland
David Begg
ICTU General Secretary



Italy
Susanna Camusso
CGIL General Secretary



Raffaele Bonanni
CISL General Secretary



Luigi Angeletti
UIL General Secretary



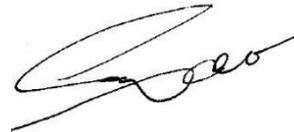
Luxembourg
Jean-Claude Reding
OGBL President



p.p.
Robert Weber
LCGB President



Malta
Tony Zarb
GWU General Secretary



William Portelli
CMTU President



Netherlands
Agnes Jongerius
FNV President



Jaap Smit
CNV President



Richard Steenborg
MHP President



Hungary
István Gaskó
LIGA President



Slovenia
Dusan Semolic
ZSSS President



Ignacio Fernandez Toxo
CC.OO General Secretary



Adolfo Muñoz
ELA General Secretary



Portugal
Manuel Carvalho da Silva
CGTP-IN



Sweden
Sture Nordh
TCO President



Marija Hanževački
NHS General Secretary



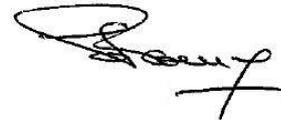
Spain
Candido Mendez
UGT-E General Secretary



Julio Salazar
USO General Secretary



United Kingdom
Brendan Barber
TUC General Secretary



João Proença
UGT-P General Secretary



Croatia
Dijana Sobota
SSSH-UATUC
International Secretary